

PROJET



PEFACO HOTEL PRESTIGE

LOMÉ · RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



DOSSIER DE CONSULTATION

Lot : Bardage – Isolation par l'extérieur

N°AO/004/06/2015/SODEXH

Maitre d'Ouvrage :
SODEXH-TOGO
2156, Boulevard du Mono
BP4391 Lomé, TOGO

SOMMAIRE :

SECTION I: Avis d'Appel d'Offres.....	3
SECTION II : Règlements Particuliers d'Appel d'Offres.....	6
SECTION III : Modèle de lettre de Soumission	17
SECTION IV : Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP).....	19
SECTION V : Devis estimatif	32

SECTION I :
Avis d'appel d'offre

Lomé, le _____

A Monsieur le Directeur de la société _____

Adresse : _____

Objet: Appel d'Offres Restreint

Projet de construction du complexe hôtelier PEFACO HOTEL PRESTIGE LOME

Lot : Bardage n°AO/004/06/2015/SODEXH

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre du projet de construction du complexe hôtelier PEFACO HOTEL PRESTIGE LOME situé à Lomé au Togo, La Société d'Exploitation Hôtelière du Togo (SODEXH-TOGO) lance un Appel d'Offres restreint pour le lot : Bardage. Elle vous invite à cet effet par le présent Appel d'Offres, à présenter vos soumissions pour les travaux dudit lot.

Nous vous prions de bien vouloir trouver, ci-joint, un Dossier d'appel d'Offres, accompagné du Cahier des clauses techniques et Particulières (CCTP).

Nous restons à votre disposition pour vous donner tout renseignement qui vous serait utile pour l'établissement de votre offre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

M. Bernard STENGER
SODEXH-TOGO

La consultation concerne un lot unique.

Les soumissionnaires recevront le dossier d'Appel d'Offres par voie électronique avec copie au bailleur de fonds bidc@bidc-ebid.org.

Ils pourront obtenir des informations supplémentaires en contactant

M. Sébastien DORANGE

Email : sdorange@pefaco.com

Tél : +228 98 40 75 08

Toutes les offres des soumissionnaires seront déposées à la Direction Générale de la Société d'Exploitation Hôtelière du Togo (SODEXH-TOGO), à l'adresse suivante :

SODEXH-TOGO

2156, Boulevard du Mono

Quartier Ablogamé Plage

B.P 4391 Lomé, TOGO

Tél : +228 22 71 16 41 / 42

Au plus tard le 7 Juillet 2015 à 12 h 00

A cette occasion vous exigerez un reçu de dépôt de votre pli fermé et cacheté

Les plis seront ouverts en séance de la commission à la Direction Générale de la Société d'Exploitation Hôtelière du Togo (SODEXH-TOGO) à l'heure et date retenues par elle.

Les soumissionnaires doivent remplir les critères indiqués sur les modèles ci-joints dans le dossier d'appel d'offres.

SECTION II

Règlements Particuliers d'Appel d'Offres

Article 1 : OBJET

La présente consultation restreinte a pour objet, les travaux d'étanchéité de l'hôtel et des bungalows du complexe hôtelier PEFACO HOTEL PRESTIGE LOME, composé de 174 chambres sur 6 niveaux, de 36 bungalows. La Société d'exploitation hôtelière du Togo (SODEXH) a obtenu un financement de la banque d'investissement et de développement de la CEDEAO.(BIDC) pour les travaux du complexe hôtelier PEFACO HOTEL PRESTIGE LOME. Elle se propose d'utiliser une partie de ces fonds pour acquérir les travaux d'étanchéités.

Le Maître d'Ouvrage est la Société d'Exploitation Hôtelière du Togo (SODEX-TOGO) représentée par son Directeur Général.

Le complexe hôtelier est situé à Lomé (Togo) au bord de mer, sur un terrain d'une superficie de 10ha.

Les travaux comprennent:

- La fourniture des bardages et accessoires de pose.

Ce cahier est un document qui complète les plans et annotations du dossier de plans. Il a pour but de décrire les différents ouvrages à réaliser. Toutefois, les règles de l'art appartiennent aux entreprises qui répondent au marché.

Article 2 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution de l'opération pour les travaux de bardage est estimé à 3 mois à compter de la date de notification du démarrage des travaux.

Article 3 : AGREMENT

Sont admises à soumissionner, les entreprises ayant fait l'objet d'une présélection après l'avis de non objection du bailleur de fonds.

Article 4: SOUS –TRAITANT

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de désigner les sous-traitants des tâches techniques figurant dans l'offre des entreprises.

Article 5 : VARIANTES

Les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître de l'Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, méthodes de travail proposées, et tous autres détails utiles.

Article 6: OMISSIONS

Les éventuelles omissions ou réserves relevées dans le dossier de consultation devront être chiffrées en annexes à la soumission.

Article 7 : PREPARATION DES OFFRES

7.1 - Langue de l'Offre et dispositions techniques

La langue de la rédaction de l'offre est le français.

L'organigramme proposé tant sur le chantier que pour l'exécution du projet en général avec les noms, curriculum vitae et attestations de diplômes des cadres supérieurs et du personnel d'encadrement.

Le programme des travaux de chacune des étapes d'exécution. Toute proposition pour un délai plus long que celui des plannings prévisionnels sera sanctionnée.

La liste des équipements de construction (machines, véhicules, etc.) prévus pour l'exécution des travaux. Cette liste sera accompagnée de la description, du nombre, du type et marque, de l'état et de la valeur actuelle de chaque équipement. Pourront être associés pour preuve, les reçus d'achat ou les cartes grises des matériaux disponibles.

Les normes qui seraient applicables en cas d'adjudication.

Les procédés et les moyens qui seront utilisés pour la construction et la mise en œuvre des divers éléments des travaux d'étanchéité.

7.2 - Modèle de soumission

Le candidat complètera le modèle des soumissions et le bordereau des prix correspondant, fournis dans le dossier de Consultation, en indiquant les travaux faisant l'objet du marché, en les décrivant brièvement et en donnant les quantités et les prix.

Le candidat complètera la version appropriée du Cadre du Devis Estimatif inclus dans le dossier de Consultation Restreinte. Il est entendu toutefois que, si le candidat se trompe de version et remplit une autre formule, son offre ne sera pas écartée mais sera simplement remplacée par les soins du Maître d'Ouvrage.

7.3 - Montant de l'offre et décomposition des prix

Les prix doivent être exprimés, soit en Francs CFA, soit en Euro.

Le Maître d'Ouvrage étant exonéré de toute taxe et de douane, les prix des fournitures et service devront donc être HT/HD.

La décomposition du prix devra bien inclure un prix de fourniture et un prix de pose. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder lui-même à l'ensemble des achats des lots concernés, suivant décomposition d'ouvrages restant sous la responsabilité du titulaire du lot.

7.4 – Documents constituant l'offre

L'offre préparée par le candidat comprendra:

L'OFFRE FINANCIERE

- a) une lettre de soumission remplie suivant le modèle de la section ;
- b) les bordereaux de prix unitaires ;

L'OFFRE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE

a) une description de l'entreprise, sa raison sociale, son adresse et sa constitution

b) un dossier de qualification comportant particulièrement les pièces obligatoires suivantes dûment certifiées :

- autorisation d'installation,
- carte d'opérateur économique de l'année en cours,
- quitus fiscal en cours de validité,
- attestation de la CNSS pour les candidats originaires du TOGO,
- attestation de non faillite

c) dans le cas d'une sous-traitance ou d'une association, la raison sociale et la constitution de chaque partenaire seront données. La sous-traitance de plus de 20 % du marché sera interdite

d) l'identité complète de la ou des personnes (s) signataire(s) de l'offre ainsi que les documents légalisés conférant à cette (ou ces) personne (s) les pouvoirs nécessaires ;

e) un mémoire technique précisant: Les références des cinq (05) dernières années au plus dans des travaux identiques à l'objet du présent appel d'offres en précisant l'étendue des travaux, la source de financement, le bénéficiaire, la période d'exécution des travaux.

7.5 - Validité des offres

Les offres resteront valides pendant une période de six (06) mois suivant la date de l'ouverture. Dans des cas exceptionnels, le Maître d'Ouvrage pourra demander aux candidats de proroger la durée de validité de leurs offres. Sa demande et les réponses qui y seront faites devront être données par lettre, fax ou par email.

Le candidat sera libre de se conformer à une telle demande. Les candidats ayant accepté de proroger la durée de validité de leurs offres ne pourront se voir autoriser à modifier leurs offres.

7.6- Forme et signature des offres

Le candidat préparera les documents constituant son offre en un original et trois (3) copies, en indiquant lisiblement «ORIGINAL» et «COPIE» selon le cas. En cas de divergence entre l'exemplaire original et les copies, l'original fera foi.

L'exemplaire original et les copies de l'offre seront écrits dans une encre indélébile et porteront la signature de la ou des personnes autorisées à engager le candidat au titre de Marché. Cette autorisation sera constituée par un pouvoir donné par écrit et joint à l'offre. Les pages de l'offre comportant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

Chaque candidat ne peut présenter qu'une offre. Aucun candidat ne peut participer à l'offre d'un autre candidat dans le cadre du même marché, à quelque titre que ce soit.

Article 8: PRESENTATION DES OFFRES

8.1 - Présentation d'offres cachetées et scellées

Les offres seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

L'entreprise aura à produire un dossier complet qu'elle présentera comme suit:

- **L'enveloppe extérieure:**
 - Portera de manière apparente les mentions suivantes:
Appel d'offre restreinte, Lot : Bardage.
Complexe hôtelier Pefaco à Lomé
"Ne pas ouvrir" avant la séance d'ouverture des plis
 - Contendra deux enveloppes intérieures fermées portant respectivement les mentions suivantes:
Première enveloppe intérieure: Offre technique;
Deuxième enveloppe : Offre financière
Le nom de l'entreprise et la désignation du lot pour les deux enveloppes

8.2 - Clôture du dépôt des offres

Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse figurant ci-dessus au plus tard le 07 juillet 2015 à 12 h 00.

Le Maître d'Ouvrage s'il le juge à propos, peut proroger la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un rectificatif au dossier de Consultation Restreinte, auquel cas les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des candidats précédemment régis par la date limite initialement arrêtée seront dorénavant régis par la date limite telle qu'elle a été reportée.

8.3 - Sans objet pour le présent lot

8.4 - Modification et retrait des offres

Le candidat peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, pour autant que la modification, ou notification de retrait, parvienne par écrit au Maître d'Ouvrage avant la date limite fixée pour le dépôt des offres.

La modification ou notification de retrait sera préparée, scellée et sera remise dans les mêmes conditions que celles arrêtées dans l'article 8.1 relative à la présentation des offres, et les enveloppes intérieures porteront la mention «MODIFICATION» ou «RETRAIT», selon le cas.

Exception faite des dispositions de l'article 8.4, aucune offre ne peut être modifiée après la date limite fixée pour le dépôt des offres.

Article 9: OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

9.1 - Ouverture des plis

Le Maître d'Ouvrage procédera à l'ouverture des plis, y compris les modifications ou retraits intervenus conformément aux dispositions de l'article 8, à la date de sa convenance sans être obligé de convoquer les soumissionnaires à cette séance.

Les offres qui ont fait l'objet d'une notification de retrait recevable conformément aux dispositions de l'article 8 ne seront pas ouvertes.

Le Maître d'Ouvrage vérifiera les offres pour s'assurer qu'elles sont complètes, que les documents comportent les signatures nécessaires et que d'une façon générale, les offres sont en règle.

Au cours de l'ouverture des plis, le Maître d'Ouvrage annoncera les noms des soumissionnaires, les notifications écrites des modifications ou des retraits survenus, et les autres informations qu'il considère nécessaires.

L'ouverture des plis se fera en deux phases:

- 1) la première phase concernera uniquement les offres techniques
- 2) la seconde phase sera relative aux offres financières

Le Maître d'Ouvrage dressera pour son propre usage le procès-verbal de l'ouverture des plis, conformément aux dispositions de l'article 9.1.

9.2 - Caractère confidentiel de la procédure

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et aux recommandations relatives à l'attribution du marché ne pourra être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne étrangère à la procédure d'examen et d'évaluation, après l'ouverture des plis et jusqu'à l'annonce de l'attribution du Marché au soumissionnaire retenu.

Toute tentative effectuée par un soumissionnaire pour influencer le Maître d'Ouvrage au cours de la procédure d'examen, d'évaluation et de comparaison des offres et dans sa décision relative à l'attribution du Marché conduira au rejet de l'offre de ce soumissionnaire.

9.3 - Eclaircissements apportés aux offres

Le Maître d'Ouvrage, pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, peut demander aux soumissionnaires entendus séparément des éclaircissements relatifs à leur offre. Une telle demande et la réponse qui y sera apportée sera formulée par lettre, fax ou email. A l'exception de la confirmation de la rectification des erreurs de calcul découvertes par le Maître d'Ouvrage au cours de l'évaluation des offres conformément aux dispositions de l'article 9.5, aucune modification des prix ou du contenu de l'offre ne sera recherchée, offerte ou recevable.

9.4 - Détermination de la conformité des offres au dossier d'Appel d'Offres

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres (évaluation technique, puis financière s'il y a lieu), le Maître d'Ouvrage s'assurera que chaque offre comporte les documents et informations demandées.

Ensuite le Maître d'Ouvrage vérifiera si les offres sont pour l'essentiel conformes aux conditions requises par le dossier de Consultation Restreinte.

9.5 - Evaluation et comparaison des offres

L'évaluation des offres se fera en deux temps.

Le Maître d'Ouvrage évaluera et comparera les offres retenues après l'application de l'article 8, et dont on aura déterminé au préalable qu'elles répondent, de façon substantielle aux conditions de Consultation.

L'évaluation d'une offre exclura et ne tiendra pas compte de toute clause de variation de prix insérée dans l'offre ni de toute option et variante.

La comparaison des offres se fera, sur le prix HT/HD. L'évaluation des offres tiendra compte en outre des termes de l'article 7.

En application de l'article 9, l'évaluation se fera de la manière suivante:

Les candidats fixeront le prix de leurs offres en fonction du Devis estimatif indiqué dans le Projet de marché. Les offres seront évaluées sur la base de ce prix. Les candidats sont toutefois autorisés à présenter une variante et à indiquer la réduction de prix qu'ils se proposent d'offrir pour cette variante..

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou proposition variante. Les modifications, divergences, ou propositions variantes et éléments venant en addition aux conditions requises par le dossier de Consultation ou qui aboutissent de toute autre façon à la constitution de bénéfice non sollicités par le Maître d'Ouvrage ne seront pas prises en considération au cours de l'évaluation des offres.

Procédure d'évaluation des offres techniques et financières :

Les offres seront évaluées en deux (02) phases.

Dans une première phase, les offres techniques des soumissionnaires seront évaluées. Après cette première évaluation, seuls les soumissionnaires qualifiés verront leurs offres financières évaluées.

Le principal critère d'évaluation des offres et du choix des soumissionnaires sera la qualité de l'offre technique, et en particulier l'expérience dans le type de travaux objet de la présente Consultation.

Evaluation des offres techniques :

Pour se voir qualifier, les offres techniques de qualification de soumission devront satisfaire au minimum aux critères résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1: Critères d'évaluation et barème de notation

Critère	Note max.	OBS
A- PIECES ADMINISTRATIVES		
Attestation de non faillite	–	Eliminatoire
Autorisation d'installation	–	Eliminatoire
Quitus fiscal	–	Eliminatoire
Attestation de non faillite	–	Eliminatoire
Corte d'opérateur économique	–	Eliminatoire
B- CAPACITE FINANCIERE		
Déclaration du chiffre d'affaire des cinq (05) dernières années (certifiée par un comptable agréé)	2,5	
Bilan (certifié par un comptable agréé)	2,5	
C- REFERENCES TECHNIQUES		
Expérience global dans les projets similaires	30	
Travaux réalisés en général (tous les travaux confondus)	20	
Attestation de bonne fin d'exécution des travaux réalisés	5	
D- RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES		
Qualification du personnel (ingénieurs, technicien spécialisé, etc.)	5	
Expérience professionnelle (années d'expériences de chaque personnel)	5	
Ancienneté de l'entreprise	5	
Disponibilité et adéquation du matériel	5	
E- METHODOLOGIE ET PRESENTATION		
Méthodologie (préciser l'organigramme et les dispositions sécuritaires ainsi que la méthode de travail envisagée)	10	
Reliure et paraphe du dossier de soumission	3	
F- PLANNING		
Planning d'exécution des travaux	7	éliminatoire

EVALUATION DES OFFRES

Les offres des soumissionnaires seront évaluées selon le tableau ci-dessus et suivant trois étapes:

Etape 1: vérification de la présence et de la conformité des pièces administratives peut être éliminatoire. L'absence du planning des travaux est éliminatoire.

Etape 2: cumul des notes des «capacités financières» et «références techniques». L'obtention d'une note cumulée inférieure à 30/60 est éliminatoire.

Etape 3: cumul des notes des « ressources humaines et matérielles», «méthodologie et présentation» et «planning». L'obtention d'une note cumulée inférieure à 20/40 est éliminatoire.

Les offres dont la note générale est supérieure ou égale à 50/100 seront retenues pour l'analyse financière.

EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

En deuxième étape, seules les offres financières des soumissionnaires qualifiés seront ouvertes. Au niveau des offres financières l'évaluation se fera du point de vu des prix des offres, de la nature et la qualité des engagements délivrés par les organismes bancaires, du caractère raisonnable de tous les prix unitaires. Les offres financières seront évaluées et un coefficient de pondération leur sera attribué en se fondant sur les éléments suivants :

Etape 1: vérification des montants hors taxes des devis estimatifs suivant les prix en lettres figurant aux bordereaux des prix unitaires.

Etape 2: détermination du montant de l'offre la moins disante.

Etape 3: Détermination du coefficient de notation des montants des offres corrigées des entreprises retenues. Ce coefficient est le rapport du montant de l'offre la moins disante par le montant de l'offre de chaque entreprise du lot.

Etape 4: calcul des notes financières des soumissionnaires par affectation du coefficient de notation à la note de base affectée à l'offre la moins disante.

Etape 5: dans la dernière étape de l'évaluation, une pondération de 60% (soixante pour cent) sera attribuée aux points de mérite technique et de 40% (quarante pour cent) aux points de mérite financier. Les points pondérés seront ajoutés a ceux déjà obtenus.

Critère	Coefficient de pondération
Offre financière	60 %
Offre technique	40 %

Etape 6: système de notation finale :

Calcul de la note moyenne définitive par entreprise, qui est la somme de ses notes financières et techniques pondérées. Puis classement des soumissionnaires suivant cette note définitive.

CORRECTION DES ERREURS

Les offres qui ont été reconnues conformes pour l'essentiel au dossier de Consultation seront vérifiées par le Maître d'Ouvrage pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. Les erreurs seront corrigées par le Maître d'Ouvrage de la façon suivante :

a) Lorsqu'il existe une différence entre le montant en chiffre et le montant en lettres, le montant en lettres fera foi;

b) Lorsqu'il existe une différence entre un taux unitaire et le montant total obtenu en effectuant le produit du taux unitaire par la quantité, le taux unitaire fera foi, à moins que le Maître d'Ouvrage estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le taux unitaire, auquel cas le montant total cité fera foi et le taux unitaire sera corrigé.

Le montant figurant à la soumission sera rectifié par le Maître d'Ouvrage conformément à la procédure décrite ci-dessus. Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée.

Article 10: ATTRIBUTION DU MARCHE**10.1 - Critères d'attribution du marché**

Le Maître de l'ouvrage attribuera le marché au candidat dont il estime l'offre conforme pour l'essentiel aux documents de consultation et plus avantageuse.

10.2 - Droit reconnu au Maître d'Ouvrage d'accepter ou de rejeter toute offre

Nonobstant les dispositions de l'article 10.1, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, d'annuler la procédure de consultation et de rejeter l'ensemble des offres aussi longtemps qu'il n'a pas attribué le marché, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l'égard des soumissionnaires concernés, ou sans devoir informer le ou les soumissionnaires des raisons pour lesquelles il a rejeté leurs offres.

10.3 - Droit de modification par le Maître d'Ouvrage des quantités au moment de l'attribution du marché

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les quantités au moment de l'attribution.

10.4 - Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres arrêté par le Maître de l'Ouvrage, Celui-ci notifiera l'attributaire du marché par courrier ou fax confirmé par lettre recommandée que son offre a été retenue. Cette lettre, intitulée ci-après et dans les Conditions de Contrat «lettre d'Acceptation» indiquera le montant dû par le Maître d'Ouvrage aux Prestations au titre de la fourniture conformément au Marché ce montant sera appelé «Montant du Marché». La notification de l'attribution du Marché constituera la formation du Marché.

10.5 - Signature du marché

Le Maître d'Ouvrage enverra à l'attributaire du marché en même temps que la notification de l'acceptation de son offre le Modèle de marché figurant au dossier de Consultation et qui récapitule les termes de l'accord entre les parties.

Dans les 15 jours suivant la date de la réception, le Prestataire signera le Modèle de Marché et le fera parvenir au Maître de l'ouvrage.

10.6 - Garantie de bonne exécution

Le Prestataire, dans les quinze (15) jours de la réception de la notification de l'attribution du Marché, fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement de bonne exécution, égal à 10% du montant total du Marché.

Le montant du cautionnement sera payable au Maître d'Ouvrage en compensation de toute perte subie du fait de la carence du Prestataire à exécuter ses obligations contractuelles.

Le cautionnement sera libellé dans la monnaie du Marché ou dans toute autre monnaie librement convertible, acceptable au Maître d'Ouvrage; et se présentera sous l'une des formes ci-après : une garantie bancaire ou lettre de crédit irrévocable, émise par une banque du pays du Maître de l'Ouvrage, et sous la forme prévue dans les documents de consultation ou sous une autre forme acceptable au Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage libérera le cautionnement de bonne exécution au plus tard

30 jours après la date de fin d'exécution des obligations du Prestataire, y compris toutes obligations de garantie, stipulées dans le Marché.

SECTION III

Modèle de lettre de soumission

LETTRE DE CANDIDATURE

Date : _____
 Marché n° _____

A LA DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE SODEXH-TOGO

Messieurs,

Après avoir examiné les Conditions du Marché et les Prestations techniques, y compris les Addenda n° _____ dont nous vous accusons ici officiellement réception, nous, soussignés, offrons d'exécuter et **d'exécuter les travaux de Bardage** conformément aux Descriptifs, Conditions du Marché et spécifications, et pour la somme de _____ ou autres montants énumérés au Bordereau des prix unitaires ci-joint et qui fait partie de la présente soumission.

Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à commencer les travaux dans les _____ jours et à les terminer dans un délai de _____ jours, à compter de la date de réception de votre lettre d'acceptation/lettre de crédit.

Si notre offre est acceptée, nous fournirons une garantie de bonne exécution d'un montant égal à 10% du prix du Marché, pour l'exécution satisfaisante de celui-ci.

Nous nous engageons sur les termes de cette offre pour une période de six (06) mois à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis en application de l'article 9.1 des Règlements Particuliers d'Appel d'Offres ; l'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé la présente soumission, complétée par votre acceptation écrite dans votre notification d'attribution du marché, constituera un contrat nous obligeant réciproquement.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre la moins disante ni aucune des offres que vous recevrez.

le _____ jour de ____/____/_____

Signature

Dûment autorisé à signer une soumission pour et au nom de l'entreprise

SECTION IV
Cahier des Clauses Techniques
Particulière (CCTP)

PREAMBULE

Etude et interprétation du CCTP

Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve.

Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'ouvrage. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la maîtrise d'ouvrage toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

Ouvrages explicitement décrits

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

Ouvrages implicitement compris

Le CCTP du lot définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

LECTURE ET INTERPRETATION DU CADRE DE BORDEREAU :

Un cadre de bordereau sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction. Ce document, sera contractualisé à la signature du marché avec le titulaire du lot.

OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX
--

Définition du projet

2.1.1 VOLUME DES TRAVAUX :

Les pièces administratives et techniques constituent le cahier des charges visant à la fourniture et à la pose d'étanchéité sur le complexe hôtelier Pefaco.

2.1.2 OBJET DU PRESENT DEVIS DESCRIPTIF

Pourquoi un tel document ? :

Le présent Devis Descriptif a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la réalisation des ouvrages d'étanchéité pour l'hôtel Pefaco ainsi que pour 36 bungalows.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 Prise de connaissance du projet

2.2.1 VERIFICATION DES DOCUMENTS :

Vérification des pièces écrites :

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau de la maîtrise d'ouvrage.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la maîtrise d'ouvrage tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif différeraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

2.3 Connaissance des lieux

2.3.1 RELEVÉ DES LIEUX :

En complément des indications qui lui sont fournies, l'entrepreneur doit relever sur place, tous les renseignements (état du terrain, moyens d'accès, état des existants et des mitoyens, etc) qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire. En aucun cas il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au terrain.

2.4 Reconnaissance du site

RECONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET DU SITE :

2.4.1 RECONNAISSANCE POUR IMPLANTATIONS :

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable:

- Pris connaissance du plan de masse, de tous documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc) ;
- Contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la maîtrise d'ouvrage et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

2.5 Prise de possession du site

2.5.1 CONSTATS D'HUISSIER

Constat d'huissier contradictoire :

L'entrepreneur titulaire du lot prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Des constats contradictoires seront établis sous forme de constats par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la maîtrise d'ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur

achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du maître d'ouvrage.

2.6 Solidité des ouvrages existants

2.6.1 RECEPTION DES SUPPORTS

Appréciation des ouvrages existants :

L'entrepreneur devra la réception des supports bétons avant démarrage des travaux. En cas de refus injustifié et suivant avis du bureau de contrôle, les reprises seront à la charge de l'entreprise de gros œuvre.

2.7 Servitudes de chantier

2.7.1 CONTRAINTES PARTICULIERES

Les entreprises prendront en compte toutes les précautions et sujétions accessoires inhérentes aux servitudes du site, de l'environnement, du voisinage et des ouvrages ou installations techniques à préserver et feront en sortes de limiter les nuisances du chantier. Sont à considérer notamment :

Nuisances sonores et poussières :

La limitation des nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins. Cela concerne les nuisances sonores, les poussières et l'encombrement du trottoir et de la voirie. Les entreprises devront notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le maître d'ouvrage

Accès et circulation :

Les accès véhicules sont interdits sur le chantier, sauf pour les livraisons. Tous les travailleurs de l'entreprise retenue devront être identifiés avant démarrage des travaux. Un badge d'authentification sera fourni par le maître d'ouvrage à chaque travailleur. Tout salarié trouvé sans badge sur le chantier se verra immédiatement et définitivement expulsé du site.

2.8 Réalisation des ouvrages

2.8.1 OBLIGATION DES RESULTATS

Engagement pour la réalisation de l'ouvrage :

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les chapitres "Prescriptions générales et particulières" et "Description des ouvrages" du présent document, dans ses annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur.

Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

III. ETUDE PREPARATOIRES

3.1 Documents techniques à observer

3.1.1 APPROBATION DES DOCUMENTS TECHNIQUES :

Durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre à la maîtrise d'ouvrage et au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises. Si plusieurs entreprises sont appelées à concourir à un même ouvrage, chacune desdites entreprises sera tenue de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la maîtrise d'ouvrage pour accord. Ces documents seront soumis à la maîtrise d'ouvrage au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la maîtrise d'œuvre. Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la maîtrise d'ouvrage dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la maîtrise d'ouvrage, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité.

3.2 Documents à fournir par l'entrepreneur

3.2.1 A LA REMISE DE L'OFFRE :

Documentations et fiches techniques :

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

Produits retenus :

L'Entrepreneur joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le C.C.T.P. de consultation.

3.2.2 A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ :

Documents complémentaires éventuels :

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le maître d'ouvrage, sont fournis par l'Entrepreneur en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires,

3.2.3 PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION :

Remise de documents de l'entreprise :

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du maître d'ouvrage. Le visa du maître d'ouvrage n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché.

3.2.4 ETABLISSEMENT DE PLANS D'EXECUTIONS :

Obtention des documents :

L'entrepreneur pourra obtenir, contre remboursement, toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'œuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés

Etablissement de plans d'exécutions :

La maîtrise d'ouvrage définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la maîtrise d'ouvrage et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Elle se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

3.2.5 AVANT LA RECEPTION :

Remise de documents avant réceptions :

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au maître d'œuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.

TEXTES REGLEMENTS ET NORMES

4.1 Les règles de l'Art

4.1.1 MATERIAUX :

Qualité des matériaux :

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du maître d'ouvrage, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de l'Entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet. Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, l'entrepreneur est tenu de transmettre au maître d'ouvrage toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

4.1.2 DOCUMENTS DE REFERENCES :

Documents Techniques Unifiés (DTU) :

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes des Documents Techniques Unifiés français.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

4.2.1 LES NORMES FRANCAISES :

Normes estampillées NF :

L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé NF.

Documents Techniques Unifiés (DTU) :

Un DTU constitue un cahier des clauses techniques types applicables contractuellement à des marchés de travaux de bâtiment. Le marché de travaux doit, en fonction des particularités de chaque projet, définir dans ses documents particuliers, l'ensemble des dispositions nécessaires

qui ne sont pas définies dans les DTU ou celles que les contractants estiment pertinentes d'inclure en complément ou en dérogation de ce qui est spécifié dans les DTU. En particulier, les DTU ne sont généralement pas en mesure de proposer des dispositions techniques pour la réalisation de travaux sur des bâtiments construits avec des techniques anciennes. L'établissement des clauses techniques pour les marchés de ce type relève d'une réflexion des acteurs responsables de la conception et de l'exécution des ouvrages, basées, lorsque cela s'avère pertinent, sur le contenu des DTU, mais aussi sur l'ensemble des connaissances acquises par la pratique de ces techniques anciennes.

Les DTU se réfèrent, pour la réalisation des travaux, à des produits ou procédés de construction, dont l'aptitude à satisfaire aux dispositions techniques des DTU est reconnue par l'expérience. Lorsque le présent document se réfère à cet effet à un Avis Technique ou à un Document Technique d'Application, ou à une certification de produit, le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres états qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits «E. A.», ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à la norme EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence est définie par le Cahier des Clauses Spéciales des DTU (CCS).

4.2.2 LES NORMES EUROPEENNES :

L'entrepreneur devra respecter les normes européennes (eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

Normes Européennes EN :

Dans le catalogue AFNOR, toutes les normes européennes sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

4.3 CODES ET REGLEMENTS :

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

Référence aux marques dans le CCTP (marchés publics).

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Eventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Règlementation Acoustique (NRA) ;

- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de Lomé
- Les avis des Bâtiments De France ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.
- Tous les textes nationaux relatifs au BTP

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc...).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

4.4.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES :

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

4.5.1 APPROVISIONNEMENTS :

Approvisionnement et livraisons :

L'ensemble de la fourniture sera prévue chiffrée en option 1, rendue en container au port du Havre, en option 2 livrée au port de Lomé.

PROCES VERBAUX D'ESSAIS ET JUSTIFICATIFS :

P.V. acoustiques :

L'entrepreneur fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être récents (de moins de trois ans).

P.V. de résistance au feu :

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

Justification des P.V. :

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

CONTROLE DES NORMES :

Contrôle des DTU :

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

DESCRIPTION DES OUVRAGES

1.00 Ossature de bardage.

Fourniture de l'ensemble du système d'ossature métallique, pour pose de plaque de bardage d° ponts suivant, entraxe 40 cm, permettant d'avoir 15 cm de vide entre maçonnerie et bardage. Le calcul des quantités de rails et pattes de fixations sont à la charge du présent lot. L'ossature permettra une pose avec visserie camouflé. (Par coulisse des panneaux de bardage décrit ci-après)

Le soumissionnaire prendra en compte dans son étude l'ambiance marine très corrosive du projet.

Localisation : Ensemble des façades du projet, compris rehausse d'acrotère et retours en tableaux de menuiseries extérieures

1.01 Isolant 50 mm. (Chiffrage optionnel)

Fourniture d'un isolant de 50 mm en laine de verre, conditionné en rouleaux, à poser par cheville à sceller dans la maçonnerie. Le soumissionnaire prévoira le nombre de chevilles nécessaires, conformément aux données constructeurs.

Localisation : Ensemble des façades du projet, compris rehausse d'acrotère et retours en tableaux de menuiseries extérieures

1.02 Plaques de bardage option 1

Fourniture de plaques de bardages fibrociment, dans volumes de minimum 3.00 ml x 0.80 ml, finition structurée fine. Le bardage sera prévu en pose avec ensemble de la visserie cachée. (Pose par coulisse ou clipsage) éventuelle visserie dans le joint creux.

Le soumissionnaire intégrera dans son offre un taux de chute équivalent à 20 %. Les plaques seront prévues uniquement en grand volume, la découpe et le calepinage étant réalisée sur le site

Localisation : Ensemble des façades du projet, compris rehausse d'acrotère et retours en tableaux de menuiseries extérieures

1.03 Plaques de bardage option 2

Fourniture de plaques de bardages en grès cérame pressé, dans volumes de minimum 3.00 ml x 0.80 ml, finition structurée fine. Le bardage sera prévu en pose avec ensemble de la visserie cachée. (Pose par coulisse ou clipsage, éventuelle visserie dans le joint creux.)

Le soumissionnaire intégrera dans son offre un taux de chute équivalent à 20 %. Les plaques seront prévues uniquement en grand volume, la découpe et le calepinage étant réalisée sur le site

Localisation : Ensemble des façades du projet, compris rehausse d'acrotère et retours en tableaux de menuiseries extérieures

1.04 Plaques de bardage option 3

Fourniture de plaques de bardages en pierre naturelle, dans volumes de minimum 3.00 ml x 0.80 ml, finition structurée fine. Le bardage sera prévu en pose avec ensemble de la visserie cachée. (Pose par coulisse ou clipsage, éventuelle visserie dans le joint creux.)

Le soumissionnaire intégrera dans son offre un taux de chute équivalent à 20 %. Les plaques seront prévues uniquement en grand volume, la découpe et le calepinage étant réalisée sur le site

Localisation : Ensemble des façades du projet, compris rehausse d'acrotère et retours en tableaux de menuiseries extérieures

1.05 Plaques de bardage option 4

Fourniture de plaques panneaux composite, cintrable, dans volumes les plus grand possibles, finition aluminium lisse brillant. Le bardage sera prévu en pose avec ensemble de la visserie cachée. (Pose par coulisse ou clipsage, éventuelle visserie dans le joint creux.)

Le soumissionnaire intégrera dans son offre un taux de chute équivalent à 20 %. Les plaques seront prévues uniquement en grand volume, la découpe et le calepinage étant réalisée sur le site

Localisation : Auvent en porte à faux de l'hôtel

1.06 Machine outil

Fourniture d'une machine outil, permettant la découpe soignée des plaques, compris nombre de disques en quantité suffisantes pour la découpe de l'ensemble du projet.

Le titulaire du lot précisera les références de la machines, compris fiches techniques.

SECTION V

Devis estimatif

Décomposition Prix Global & Forfaitaire

Ref	Désignation	U	Quantité	Matériaux	Transit Lomé	Prix Total
1.00	Ossature de bardage	m ²	8424.78			
1.01	Isolant 50 mm	m ²	8424.78			
1.02	Panneaux de bardage option 1	m ²	8424.78			
1.03	Panneaux de bardage option 2	m ²	8424.78			
1.04	Panneaux de bardage option 3	m ²	8424.78			
1.05	Panneaux de bardage option 4	m ²	394,00			
1.06	Machine outil de découpe de matériaux	U	1			
	Total phase hôtel					

Ref	Désignation			Matériaux	Transit Lomé	Prix Total
	Total HT					